

**Tunisie - Relations bilatérales -  
Lutte contre le terrorisme -  
Déclaration de M. Jean-Yves Le  
Drian, ministre de l'Europe et des  
affaires étrangères, à l'issue de son  
entretien avec son homologue  
tunisien  
(Tunis, 05 juin 2017)**

Monsieur le Ministre, je suis ravi d'être ici à Tunis. Vous l'avez dit tout à l'heure et je vais le redire devant les médias et par-delà les médias, au peuple tunisien ; le fait que j'effectue ici ma première visite comme ministre des affaires étrangères, ici en Tunisie, c'est un acte politique que souhaitait le président Macron pour montrer combien la Tunisie était une priorité pour la France. C'est ce que je suis venu marquer dans cette visite, trop courte à mon goût ; mais les contraintes liées au développement du terrorisme et au drame qui s'est produit en Grande-Bretagne m'amèneront à aller tout à l'heure à Londres, apporter la solidarité au peuple britannique, aux autorités britanniques et aussi ma compassion à l'égard des familles françaises qui sont touchées par ce tragique attentat.

Mais revenons à la Tunisie, c'est une priorité pour la France, qui se manifestera avant la fin de l'année par la première réunion au conseil de coopération franco-tunisien, je l'espère à ce moment-là, parrainé publiquement par la venue du président Macron à cette occasion.

Nous voulons cet agenda, parce que c'est la meilleure manière, tous les ans, de vérifier nos engagements mutuels et la marche de notre coopération.

Ce haut conseil, au-delà de nous-même, réunira les ministres de l'économie et, si possible aussi, les ministres de l'éducation puisqu'il y a là des enjeux essentiels pour notre avenir commun ; et c'est une spécificité de notre relation que d'avoir cet outil de coopération.

La Tunisie c'est une priorité pour la France parce que c'est la démocratie, et parce que ce combat, parce que c'est un combat pour la démocratie en Tunisie, est tout à fait considérable, respecté par la France qui souhaite l'accompagner.

Et puis ce partenariat particulier, c'est aussi un combat commun contre le terrorisme. Vous l'avez indiqué tout à l'heure ; nous avons été à vos côtés ; vous avez été à nos côtés, et il faut renforcer notre coopération sécuritaire.

J'ai eu, dans mes anciennes fonctions de ministre de la défense de la République française, l'occasion d'agir en ce sens, et nous poursuivrons ce travail en commun contre ce poison mortel qui est le terrorisme et qui fait des victimes régulièrement. Il nous faudra conforter non

seulement notre soutien à votre propre sécurité mais aussi la collaboration dans le domaine du renseignement.

Enfin, nous avons évoqué ensemble la situation en Libye. Nous sommes d'accord sur les fondamentaux. Il faut une solution politique. Il n'y a pas de solution militaire. Il faut une solution politique, il faut une solution inclusive et il faut une solution qui s'appuie sur les accords de Skhirat, qui permette à la Libye de garder son intégrité territoriale et d'avoir en même temps les instances de gouvernance qui permettent à ce pays de retrouver une vie plus sereine.

Sur ces principes nous sommes d'accord et nous soutenons l'initiative prise par le président Essebsi pour la mise en oeuvre, dans le cadre d'une relation particulière avec l'Algérie et l'Égypte, de ces principes de fond que nous soutenons et que vous avez acté en commun ; en souhaitant que vos initiatives diplomatiques puissent être couronnées de succès, en tout cas avec notre soutien.

Voilà Mesdames et Messieurs l'essentiel de ce que nous avons dit.

Je voudrais apporter une note complémentaire : nous apprécions beaucoup la mise en oeuvre des réformes initiées par le gouvernement et de M. Youssef Chahed et nous sommes en particulier très attentifs à la mise en oeuvre de la loi contre la corruption, parce que c'est un élément essentiel de l'image de la Tunisie et aussi de l'avancée vers la démocratie ; je tenais à vous en féliciter ici./.